

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Portran
- **Prénom**
Marthe-Claire
- **Adresse**
Saint Galmier
- **Raison sociale**
Mouvement Européen-France section Loire

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
consultation citoyenne sur le thème : quelle place pour le citoyen européen dans le débat sur l'environnement ?

- **Description de l'activité**
A partir de la proposition de directive de la commission européenne sur les objets plastiques à usage unique (pailles, seringues, couverts, ...), le rôle du citoyen (depuis la consultation sur le sujet jusqu'à la formulation de la proposition) a été illustré dans une vidéo de William NEALE, membre de la Direction Générale de l'Environnement à la Commission Européenne.
Il a été ensuite exposé, notamment à l'aide d'un tableau évolutif, les différents leviers qui permettent au citoyen d'agir et d'influer sur les décisions européennes.

Des questions ont alors été posées sur ce que recouvre la notion de consultations et sur la tendance française à occulter l'influence des lobbies qui sont pourtant très présents à Bruxelles.

Les témoignages de plusieurs acteurs engagés sur le territoire sur ces thématiques de par leurs engagements associatif, entrepreneurial et/ou porteur de projet européen ont permis de nourrir un débat riche avec les participants, faisant émerger des propositions concrètes.

- **Date et heure**
6 octobre 2018 - 9h à 12h

- **Lieu**
Campus de médecine - Hopital Nord St Etienne

- **Nombre de participants**
30

- **Catégories de publics présents**
responsables associatifs, élus, étudiants et citoyens intéressés par le sujet

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Jean-Paul VILLIE, membre de Team-Europe, Joel MARTY pour le Collectif de Transition Citoyenne de la Loire (CTC42) mais aussi ex- Directeur de Securitas Emballage, Anne de BEAUMONT : Elue EELV à SEM, Ex-directrice des achats au CH de Firminy: a réussi à remplacer la vaisselle plastique par de la vaisselle lavable dans cet hôpital et a créé les jardins thérapeutiques du Layat, Alain BERTHEAS: Ingénieur, dirige l'entreprise SIGVARIS SAS, spécialisée dans la conception, la production et la distribution de dispositifs médicaux de compression (bas de contention). Expérience internationale, Europe, Amérique du nord et Amérique Latine, Afrique et Asie. A été pendant plus de 12 ans délégué officiel représentant la France dans un groupe de travail au sein la commission européenne de normalisation ; GT 205 WG 02. Elu local : Président de Loire Forez Agglomération, 88 communes 112000 habitants), Pierre CROISILLE: Professeur de radiologie au CHU, Chef du pôle IMOFON, Directeur adjoint du Laboratoire CREATIS, INSERM 1206-CNRS 5220, porteur du projet européen ITMIT financement des équipements pour une recherche en santé au DépaDépartement de Radiologie du CHU de Saint-Etienne autour de l'évaluation de l'activité physique et de la nutrition par imagerie non-invasive.

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Le débat a été structuré autour de quatre questionnements : 1-En tant que citoyen européen, quel est votre niveau d'information sur le fonctionnement de l'Union Européenne, sur vos droits et sur vos possibilités d'action ?

2-Connaissez-vous l'action, les retombées de l'Union Européenne sur le plan local
3-Dans le domaine de l'environnement et de la santé que pensez-vous de l'action de l'Union européenne ?

4-Pensez-vous que le citoyen européen a un rôle à jouer dans les domaines de l'environnement et de la sante. Plus généralement le citoyen doit-il avoir plus de poids dans l'Union Européenne ? Avez-vous envie d'apporter votre contribution en tant que citoyen et pourquoi ?

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Il ressort des échanges oraux du débat et des réponses écrites que le déficit d'information est réel, se caractérisant par une certaine désaffection des grands médias nationaux (TV, presse écrite ...) une information parcellaire ainsi qu'un défaut d'information des institutions locales qui ne servent pas de relais « rétention de l'information ».

“Il faut aller chercher l'information soi-même” dit une élue d'une commune.

“Il n'y a eu aucune information sur les consultations citoyennes” dit un étudiant du Collège de Droit.

Absence d'une chaîne de TV européenne (existence d'ARTE chaîne franco-allemande)

Face à des sources d'information de niveaux différents, le citoyen peut aussi se trouver confronté à un problème de hiérarchisation de l'information générant de la confusion dans la structuration de la pensée.

“Je suis persuadé qu'on a trop d'informations” dit un participant.

L'ensemble des intervenants insistent sur les bienfaits, pour l'ouverture d'esprit et la connaissance de la réalité du monde, d'un long séjour à l'étranger (avec ou sans ERASMUS).

Si les intervenants ont souligné des échanges simples et une mise en œuvre de moyens dans un délai satisfaisant (6mois) lorsque ceux-ci sont gérés en direct avec la commission européenne pénalisant la France par rapport à d'autres pays européens.

Les associations, les petites PME, coms .En effet la complexité administrative des dossiers en vue des financements FEDER engendre un allongement des délais (environ deux ans minimum) ,une nécessité de compétences d'appui ,tout ceci pouvant avoir un effet « repoussoir » pénalisant la France par rapport à d'autres pays européen. Les associations, les petites PME, comme en ont témoigné deux intervenants, en sont les premières pénalisées.

La Cour des Comptes a montré que l'Ecosse percevait les fonds européens au bout de 3-4 mois alors que les bénéficiaires français devaient attendre 2 ans.

De plus l'intermédiaire régional peut induire une instrumentalisation des fonds européens à des fins politiques, nuisibles à l'efficacité de l'Union Européenne.

Les participants ont souligné le rôle majeur de l'Union Européenne pour mieux protéger les populations. Néanmoins a été relevée la nécessité d'un meilleur équilibre entre intérêt national/intérêt européen et entre intérêt individuel et intérêt collectif (par ex: sécurité-innovation).Le président de la société SIGVARIS souligne qu'en matière de mise sur le marché d'un dispositif médical, les contraintes administratives françaises désavantagent la France par rapport à l'Allemagne (6 mois pour monter l'étude en Allemagne contre 2 à 3 ans en France).

- **Pistes de proposition formulées**

Propositions exprimées :

Utilisation des réseaux sociaux pour mieux faire connaître l'UE.

Rendre obligatoire le relais par les collectivités locales des informations européennes avec leurs outils de communication (exemple panneaux d'affichage lumineux...)

Intégrer la citoyenneté européenne en Instruction Civique. Développer un service civique européen dédié pour les jeunes (rappel de l'existence d'un Service Volontaire Européen peu connu)

Valoriser un tel engagement dans le parcours universitaire

L'ensemble des intervenants insistent sur les bienfaits, pour l'ouverture d'esprit et la connaissance de la réalité du monde, d'un long séjour à l'étranger (avec ou sans ERASMUS).

Un souhait de vraie réforme de nos fonctionnements en ce qui concerne l'instruction des demandes d'aide à la Commission européenne a été exprimé.

Il a été proposé la mise en place d'un service d'aide aux associations et PME pour la constitution des dossiers.

Le rôle majeur de l'Union Européenne a été souligné pour mieux protéger les populations. Néanmoins a été relevée la nécessité d'un meilleur équilibre entre intérêt national/intérêt européen et entre intérêt individuel et intérêt collectif (par ex: sécurité-innovation). Il a été préconisé de réfléchir à un dispositif de transparence et de plafonnement du financement des lobbies (ONG, associations de citoyens étant des lobbies actifs aussi mais n'ayant pas la même puissance de frappe que certaines multinationales) et à la création d'un fonds européen de soutien aux associations citoyennes.

Les participants se sont prononcés pour un rôle accru du citoyen au sein de l'Europe avec le souhait d'une régulation des lobbies et de leurs moyens dans le but de donner plus de force aux ONG et aux associations face aux lobbies industriels

Facultatif

Commentaires sur le déroulé de la Consultation

Nombreux échanges dans un esprit de respect des positions de chacun